

LE SOCIALISME

Le 22 novembre 2023

J'ai entrepris de poster des commentaires dans différents blogs en fournissant l'adresse de notre portail, pour déjouer la censure (algorithmes) qui ne laisse pas passer les adresses électronique, je l'écris ainsi : luttedeclasse(.)org en précisant qu'il faut remplacer les parenthèses par un point. J'ai constaté que cela fonctionnait bien. J'invite les lecteurs à en faire autant.

C'est dommage qu'il n'y ait pas plus de travailleurs ou militants qui se connectent au portail pour uniquement s'informer. Pour moi, c'est le seul instrument à ma disposition pour continuer mon combat politique, car il est exclu que j'aie une activité politique en Inde, d'ailleurs elle ne servirait à rien.

Mon commentaire adressé au blog Le Grand Soir (non publié à 14h en France)

- *"l'opération terroriste du Hamas du 7 Octobre sert de prétexte au gouvernement de Netanyahu"*

Ne serait-ce pas plutôt le blocus de Gaza depuis 2006 et l'occupation de la Palestine par des colonisateurs anglo-saxons, dont les sionistes sont les exécutants testamentaires depuis 76 ans ou le bras armé au cœur du Moyen-Orient et des champs de pétrole et de gaz pour leur permettre d'en demeurer les maîtres éternellement, qui serait à l'origine de l'offensive militaire palestinienne du 7 octobre ?

Je sais que la plupart des commentaires insistent pour nous faire croire que cette opération militaire aurait été conçue uniquement pour obtenir la libération de prisonniers palestiniens, je n'y crois pas car les Palestiniens n'étaient pas sans savoir quelle serait la riposte impitoyable ou féroce de l'occupant. Comme dirait l'autre, le jeu ou plutôt le risque n'en valait pas la chandelle à moins d'être suicidaire.

Je pense au contraire que les Palestiniens, face à un ennemi qui s'était juré de les chasser définitivement de la Palestine et qui les avaient poussés à bout, n'avaient pas d'autres alternatives que situer leur combat au même niveau ou dans la même perspective politique mais inversée. A savoir, poser la question de la légitimité d'Israël, au point qu'à maintes reprises les médias mainstream ont été obligés de remonter jusqu'en 1947 pour justifier leur soutien à Israël, même si l'issue de ce combat était prévisible en raison de la disproportion des forces en présence à l'avantage de l'envahisseur.

C'est finalement un terrible drame qui se déroule sous nos yeux, où tout un peuple est sacrifié, ce ne serait pas le premier à disparaître en pareille circonstances.

La gauche, c'est comme Israël pour les Américains, si elle n'existait pas il faudrait que la réaction l'invente.

A quoi bon dénoncer "*la gauche israélienne*", si c'est pour encenser "*la gauche mondiale*" toute aussi corrompue ou opportuniste. Voilà ce qui arrive fatalement quand on rejette le socialisme.

La fureur moralisatrice de la gauche israélienne par Ilan Pappé - Arrêt sur info 21 novembre 2023

<https://arretsurinfo.ch/la-fureur-moralisatrice-de-la-gauche-israelienne/>

Source en anglais : The Palestine Chronicle 16 novembre 2023

<https://www.palestinechronicle.com/the-righteous-fury-of-the-israeli-left-ilan-pappe/>

- La gauche israélienne a été scandalisée par le fait que, aux yeux de la gauche mondiale, l'opération du Hamas n'exonérait pas Israël de ses politiques criminelles passées ni ne donnait le feu vert à Israël pour sa politique génocidaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

À sa grande surprise, la gauche mondiale dans son ensemble s'est ralliée aux appels à « *arrêter la guerre* » et à « *libérer la Palestine* », plutôt que de se faire l'écho de la réponse rabâchée par les gouvernements : « *Nous soutenons le droit d'Israël à se défendre* ».

J-C - On ne peut pas laissé dire une chose pareille sans rectifier.

C'est vrai en partie seulement, car opportuniste comme elle est, "*la gauche mondiale dans son ensemble*" s'est empressée de caractériser le Hamas d'organisation terroriste, évoquant une "*attaque terroriste*", plutôt qu'une offensive militaire légitime contre l'occupant, tout le monde l'a encore à l'esprit, et quant à ceux qui ont voulu se distinguer, ils ont modulé leur discours en condamnant le "*massacre*" commis par le Hamas, ce qui revenait au même ou pire, massacre qui depuis a été en partie réfuté, y compris par des médias israéliens ou juifs antisionistes.

Ce qu'ils appellent la gauche a participé à la manifestation du 12 novembre 2023 à Paris organisée en soutien au régime sioniste au côté de la droite et de l'extrême droite, et en de multiples occasions ou réunions en famille avec Macron à l'Élysée.

La gauche n'existe pas plus à l'échelle mondiale qu'en Israël, ou alors il faut la chercher ailleurs, dans les rangs de l'extrême gauche, dans des organisations dissidentes marginalisées, hors de toutes institutions politiques, et dont les médias ne parlent jamais, et encore, quand ses dirigeants ne sont pas eux-mêmes en proie à une grande confusion pour peu qu'on analyse attentivement leurs discours.

Ils existent aussi des intellectuels isolés qui manifestent leur opposition résolue à l'idéologie de la classe dominante sans pour autant être parvenu à rompre avec elle, ce que chacun peut

constater lorsque des crises surviennent. Il leur arrive d'adopter le récit officiel ou de se compromettre gravement, par exemple lors du 11 septembre 2001 ou des impostures hygiénique et climatique. C'est ce qui les amène à tenir un double discours, à ménager la chèvre et le chou, leurs intérêts individuels l'emportent sur les intérêts collectifs ou la cause qu'ils prétendent défendre ou représenter, par crainte de perdre leur statut social privilégié ou de se couper de leurs sympathisants, ils gèrent leur engagement politique à la manière d'un boutiquier qui ne serait rien sans son fonds de commerce en quelque sorte, mais qui doit ménager également sa bonne conscience.

Il faut toutefois reconnaître le mérite de certains intellectuels de tenter de rompre avec l'idéologie qu'ils ont adoptée, et saluer leur engagement au côté des exploités et des opprimés, ce qu'on ne manque pas de faire tant qu'ils ne dérapent pas ou en faisant ressortir leurs contradictions de manière à ce que personne ne soit dupe de leur orientation politique et des illusions qu'ils colportent. C'est l'attitude qu'on avait adoptée envers le Pr. Raoult et Perronne lors de la crise du covid-19, qui n'étaient pas de gauche mais qui avait défendu courageusement les intérêts de la population en s'opposant au discours officiel et en faisant la promotion des traitements efficaces existant contre cette maladie, tout en dénonçant pratiquement toutes les autres positions adoptées par le Pr. Raoult et du Pr. Perronne dans une moindre mesure, il fallut à cette occasion faire preuve de discernement et de mesure pour ne pas sombrer dans l'opportunisme ou le gauchisme.

Cela dit, il ne faut pas confondre ce cas de figure qui comportait un volet sociétal ou sanitaire déterminant pour la population, avec des questions où des acteurs s'affrontent directement sur le terrain politique. On devra traiter les questions politiques avec encore plus de rigueur, dans la mesure où elles s'inscrivent dans une perspective sur le long terme, demain tout le monde aura oublié l'épisode du covid-19 ou n'en aura plus qu'un vague souvenir et plus personne ne parlera du Pr. Raoult, alors que le comportement opportuniste ou compromettant d'un dirigeant ou d'un parti aura des conséquences politiques pour ainsi dire indélébiles ou déterminantes qui perdureront pendant des années ou des décennies, et même si elles finissaient par s'estomper au fil du temps, un jour ou l'autre elles rejailliraient à la surface.

D'où, lorsqu'on s'exprime au nom de la classe ouvrière ou du socialisme, la nécessité absolue de ne jamais se compromettre gravement, aucune exception ne peut être envisagée ou tolérée, car il faut bien comprendre que, lorsqu'on se compromet gravement, on en prend forcément conscience à un moment donné, en persistant on signe sa trahison, on passe délibérément de l'autre côté de la barricade, comme l'avait constaté Engels, dès lors tout retour en arrière est inenvisageable, on appartient au camp de la réaction. Cela dit, personne n'est parfait ou tout le monde a le droit à l'erreur, à condition d'être disposé à la reconnaître et de la corriger publiquement, ce qui n'a rien d'extraordinaire, tout dépend maintenant de nos réelles intentions.

Celles de ce qu'ils appellent la gauche ne font plus aucun doute pour personne, sauf pour certains intellectuels animés de généreuses ou romantiques intentions, mais qui hélas ne sont jamais parvenus à aller au bout de leurs analyses, et qui pour cette raison se fourvoient en lui

attribuant des vertus qu'elle n'a pas, en colportant des illusions à son sujet, ils ne nous rendent pas vraiment service ou le bénéfice qu'on aurait pu tirer de leur soutien s'en trouve à son tour compromis, d'ailleurs qu'ont-ils comme issue politique à proposer aux masses exploitées et opprimées, absolument aucune à part nous accommoder du capitalisme qui nous a menés où nous en sommes.

Nous ne sommes pas hostiles aux partis qui ne partagent pas toutes nos positions ou notre interprétation de la situation, nous sommes hostiles aux partis qui ne partagent pas notre orientation politique, entendez par là qui sont opposés à l'abolition du capitalisme et ses institutions, qui soutiennent les institutions de la Ve République, qui s'en remettent aux institutions internationales des capitalistes telle l'ONU, l'UE, la CPI etc. pour régler les questions politiques que les peuples ont à résoudre, donc à leur place ou leur interdire de la régler eux-mêmes, il ne faut surtout pas compter sur ces partis, tous les partis issus de la social-démocratie ou du stalinisme.

Le front unique ouvrier ne pouvait plus être mis en avant dès lors que la social-démocratie et le stalinisme parvenus au pouvoir avaient démontré aux travailleurs du monde entier qu'ils n'œuvraient pas à leur émancipation, qu'ils se situaient dans le camp de la réaction. Il n'a jamais servi à empêcher des guerres, ni à y mettre fin, ni éviter que des dictateurs parviennent au pouvoir, ni à les renverser, ni empêcher des coups d'Etat, etc. jamais le front unique ouvrier constitué à partir de partis opportunistes ou traités à notre cause n'a menacé le moindre régime en place, bien au contraire il vola à leur secours chaque fois que cela s'est présenté.

Malgré tout, pendant plus de 80 ans il s'en est trouvé pour nous faire croire le contraire, tant et si bien que de nombreux militants y croient toujours, ils sont absolument convaincus de ses bienfaits, on se demandera bien lesquels, ils vous répondront que sans lui la condition ouvrière ne se serait pas considérablement améliorée, passant sous silence ou au bilan des pertes et profits à quel prix, c'est-à-dire, tout en sachant que l'ensemble des travailleurs n'en avaient pas bénéficié loin s'en faut, au prix de quel immense sacrifice, tenez les Palestiniens victimes du colonialisme sont bien placés pour le savoir. Ce qu'ils ne vous diront pas non plus, c'est que la lutte de classe telle qu'ils l'avaient conçue profita tout autant au capitalisme ou même davantage. Il s'en accommoda si bien, qu'il allait parvenir à enrayer ou dépasser toutes les crises auxquelles il avait été confronté à partir de 1945 jusqu'à nos jours sans jamais être réellement menacé dans ses fondements. Un véritable exploit si vous vous souvenez des crises auxquelles il avait été soumis dès le milieu du XIXe siècle, cyclique, environ tous les 10 ans, toujours plus vaste et profonde, et comme par enchantement il a pu absorber toutes les crises survenues à partir de la fin des années 60 et du début des années 70, ce qui aurait été impossible sans la complicité à tous les niveaux du mouvement ouvrier contrôlé par cette soi-disant gauche.

Elle s'adapta à toutes les politiques économiques que l'oligarchie financière allaient promouvoir et imposer jusqu'au néolibéralisme, faites de surexploitation des travailleurs asiatiques, de pillages systématiques de l'Afrique et de guerres incessantes aux quatre coins du monde, y compris en Europe au début des années 90, d'établissement de dictatures militaires

en Amérique latine, et évidemment elle allait soutenir la partition liquidation de la Palestine à partir de 1947. Durant plus d'un demi-siècle, dans une multitude de pays, "*la gauche mondiale*" qu'on nous sort aujourd'hui était parvenue au pouvoir, elle gouverna pendant de longues années sans que cela ne change quoi que ce soit au modèle de société basé sur l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière, elle gouverna pour le compte du capitalisme mondial, voilà la vérité.

On peut toujours nier ce rapide constat ou faire comme si on ne comprenait pas ce qui s'est réellement passé et continuer comme avant en espérant que cela donnera un autre résultat, ce serait suicidaire. On me rétorquera sans doute, que je suis bien le seul à faire cette analyse, et que cela ne sert à rien ou avoir raison tout seul ou avant tout le monde est inutile. Franchement, qu'est-ce que vous voulez que cela me foute, je ne vais tout de même pas commencer à me raconter des histoires pour obtenir une quelconque reconnaissance, cela ne m'intéresse pas, je tenais juste à apporter ma modeste contribution à la discussion sans trop me faire d'illusions quant à l'accueil qui lui sera réservé, j'ai aussi passé ce cap depuis belle lurette !

Je m'adressais ici aux travailleurs et aux militants engagés dans la lutte de classe, et non à nos dirigeants, encore moins à "*la gauche mondiale*".

Ce qu'il faut savoir

Lu. - Le territoire de la Palestine mandataire, c'est-à-dire celui hérité du démembrement de l'Empire ottoman et qui devait être « *partagé* » entre un État israélien et un État palestinien, avait une superficie totale de 26.625 km². Suivant les termes du partage adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 1947, l'État juif devait disposer d'un peu moins de 15.000 km² de ce total et l'État palestinien d'environ 11.500 km² ; en outre, un territoire d'à peu près 1.300 km² autour de Jérusalem restait sous mandat international. Aujourd'hui, l'État d'Israël possède à lui seul, territoires occupés inclus, une superficie de 27.799 km², c'est-à-dire plus que la surface totale du territoire qui devait « héberger » les deux États. À son tour la Palestine, qui n'est toujours pas devenue officiellement État « *grâce* » encore au sabotage des diplomaties occidentales, ne dispose que d'un peu moins de 6.400 km², soit pratiquement la moitié de la superficie que prévoyait le plan de partage de 1947. Ce territoire est par ailleurs singulièrement éparpillé en minuscules parcelles...

C'est ainsi que la décision longuement négociée en 1947 pour permettre la création de deux États voisins fut systématiquement violée au bénéfice de la partie israélienne dont la superficie a pratiquement doublé comme démontré ci-dessus. Dans cette expansion, la création de colonies juives de peuplement sur des terres appartenant aux familles et communautés palestiniennes a joué un rôle décisif. Au départ, elle fut l'initiative de groupes de militants sionistes qui décidaient, de leur propre initiative, de chasser, très souvent brutalement, des paysans palestiniens de leurs lopins de terre et de leurs maisons pour se les approprier. Mais cette pratique s'est peu à peu généralisée avec la caution des divers

gouvernements de droite ou de « gauche ». On estime maintenant à presque 900.000 le nombre de colons israéliens qui occupent, en totale illégalité, des territoires usurpés. L'organisation Amnesty International résumait ainsi la situation en juin 2017 : « *Plus de 100.000 hectares de terres palestiniennes ont été accaparés par Israël depuis 1967 ; pour ce faire, 50.000 habitations et autres structures ont été démolies par Israël ces 50 dernières années. Les colonies illégales juives israéliennes couvrent 35 % du territoire de Jérusalem-Est* [[6]]. »

C'est totalement illégal, d'abord au regard du droit élémentaire de la propriété, mais également au regard du droit international, puisque la création de ces colonies juives constitue de facto une redéfinition des accords de partage. Les gouvernements sionistes successifs, au lieu de sanctionner ces pratiques illégales, les ont légitimées en adoptant des lois visant à leur donner un statut juridique, comme la loi de février 2017, sous le gouvernement de Netanyahu, dont le quotidien français Le Figaro fit un bon résumé : « *La Knesset israélienne a adopté lundi soir, un projet de loi qui autorise la confiscation de terres appartenant à des propriétaires palestiniens en Cisjordanie occupée. Ce texte vise à "régulariser" a posteriori la situation d'avant-postes édifiés sans autorisation depuis que l'État hébreu s'est engagé à ne plus créer de nouvelles colonies après la signature des accords d'Oslo (1993)* [[7]]. » La décision israélienne fut immédiatement condamnée par les Nations unies : « *Le Secrétaire général regrette l'adoption de la loi israélienne de régularisation des colonies construites en Cisjordanie occupée* [[8]]. »

Ces pratiques devinrent si nombreuses et violentes que le Conseil de sécurité des Nations Unies jugea impérieux de se prononcer. C'est ainsi que le 23 décembre 2016, ce Conseil adopta par 14 voix contre zéro (les États-Unis s'abstiendront) la résolution 2334 dans les termes suivants :

« *Guidé par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies rappelant que l'acquisition de territoires par la force est inadmissible, Réaffirmant qu'Israël, puissance occupante, est tenu de respecter scrupuleusement ses obligations et responsabilités juridiques [...]* Le Conseil de sécurité :

Réaffirme que la création par Israël de colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, n'a aucun fondement en droit et constitue une violation flagrante du droit international et un obstacle majeur à la réalisation de la solution à deux États et à l'instauration d'une paix globale, juste et durable ;

Exige de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et respecte pleinement toutes les obligations juridiques qui lui incombent à cet égard [[9]]. »

Qualifier de « néocolonialiste » la politique de multiplication forcenée des colonisations du premier ministre israélien nous semble un peu court. En réalité, digne héritier de la pensée et de l'œuvre de Vladimir Jabotinsky, Netanyahu ne souhaite pas coloniser la Cisjordanie et Gaza ; son plan consiste à vider ces deux territoires de ses populations palestiniennes, en

commençant par la Cisjordanie (voir l'encadré [*]). Elles devraient devenir à terme partie du territoire d'Israël, le seul pays au monde sans frontières établies. Si l'attaque du Hamas du 7 octobre fut une telle réussite, ce fut précisément parce que les forces de choc de l'armée de terre israélienne se trouvaient cette nuit-là en Cisjordanie pour épauler les opérations de colonisation des commandos sionistes.

[*] Netanyahou – Jabotinsky, le retour aux sources ?

Vladimir Jabotinsky (1880-1940), partisan de l'éradication totale des populations palestiniennes, fut le théoricien et l'inspirateur des positions les plus extrêmes du sionisme. Il fut le fondateur de Betar et plus tard l'animateur de l'Irgoun, les forces de choc militaires actives contre les populations arabes et le sionisme de gauche, et dans l'écrasement des grèves ouvrières. Son racisme anti-arabe n'avait d'égal que son anticommunisme. Il est allé jusqu'à proposer sa collaboration à Simon Petlioura, le chef de l'armée nationaliste ukrainienne qui se battait contre l'Armée rouge au lendemain de la Révolution d'octobre et qui fut coupable de pogroms ayant provoqué la mort de milliers de Juifs. Jabotinsky signera un accord avec lui, sans en référer à la direction de l'Organisation sioniste mondiale, ce qui lui vaudra un blâme.

Ce parcours n'empêchera pas David Ben Gourion de créer en 1955 le « *Prix de l'Ordre Jabotinsky* » pour honorer les personnes ayant travaillé « *à la diffusion de la philosophie et des idées de Jabotinsky* ». On notera dans la liste des lauréats un certain Elie Wiesel, prix Nobel de la paix 1986. Le secrétaire particulier de Jabotinsky fut Benzion Netanyahou, le père de Benjamin.

[6] Amnesty.org

[7] Lefigaro.fr

[8] Press.un.org

[9] Documents-dds-ny.un

<https://arretsurinfo.ch/lart-dempecher-toute-issue-possible/>

Comment Netanyahu falsifie l'actualité par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 21 novembre 2023

Nous pensons être correctement informés en Occident de ce qui se passe à Gaza. Il n'en est rien. Les images que nous voyons sont sélectionnées. Les commentaires que nous entendons ne nous permettent pas de les comprendre. Ils nous induisent volontairement en erreur. Toute opinion dissidente est censurée.

J-C - A propos de cette vidéo. Je l'ai regardée, rien de probant, pas de preuve de massacres gratuits de civils commis par les combattants palestiniens.

- Les autorités israéliennes n'ont diffusé au grand public que les 10 minutes ci-dessous. Elles ont assuré ne pas vouloir diffuser l'intégralité du montage au grand public, par respect pour les victimes. Mais en quoi un public restreint serait-il plus respectueux ? En réalité, il s'agit d'empêcher que des spécialistes ne dénoncent sa supercherie en se demandant, victime par victime, qui l'a tuée.

J-C - Ce qui n'est dit nulle part ici ou ailleurs du reste, c'est que les habitants des kibboutzim font 2 ans de services militaire obligatoires pour les femmes, 3 ans pour les hommes, ils savent donc tous manier des armes et la plupart sont armés, donc les Palestiniens n'ont pas attaqué n'importe quel civil, mais des civils armés qui ont dû sortir leurs armes et riposter en entendant les premières détonations ou cris.

J-C - Approximation ou argument erroné.

- Le Hamas se définissait jusqu'il y a peu comme la « *Branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans* », ainsi qu'indiqué sur tous ses documents. À ce titre, il a combattu contre les laïques du Fatah de Yasser Arafat et du FPLP de George Habache, puis contre ceux de la République arabe syrienne du président Bachar el-Assad. Tous, à ses yeux, n'étaient que des « *ennemis de Dieu* ». Le Hamas était financé par Israël et, en Syrie, ses combattants étaient encadrés par des officiers du Mossad et de l'Otan. Cependant, après l'échec de la Confrérie en Égypte et leur défaite en Syrie, le Hamas s'est divisé entre une partie fidèle aux Frères musulmans, conduite par Khaled Mechaal et poursuivant toujours l'instauration d'un Califat mondial, et une autre qui s'est recentrée sur la libération de la Palestine. Cette seconde tendance, à l'initiative de l'Iran, a renoué avec la Syrie jusqu'à ce que son leader, Khalil Hayya, soit reçu, à Damas, par le président Bachar el-Assad. Elle a également renoué avec le Hezbollah libanais, jusqu'à participer, à Beyrouth, à des réunions avec lui et les autres composantes de la Résistance palestinienne.

J-C - Dans la *Charte du Hamas* adoptée en 2017 (téléchargeable depuis la page d'accueil du portail), il n'y figurait aucune référence aux Frères musulmans, il y a donc déjà au moins 5 ans. Dans un document appelé *La politique étrangère du Hamas*, elle n'y figurait pas non plus. Alors pourquoi écrire quelques lignes plus loin que la faction de Gaza du Hamas serait restée "*fidèle aux Frères musulmans*" ?

TM - Sauf que le Hamas est pétri de l'idéologie des Frères musulmans. Il est suprémaciste sunnite. (...) le Hamas s'est divisé entre une partie fidèle aux Frères musulmans, conduite par Khaled Mechaal et poursuivant toujours l'instauration d'un Califat mondial, et une autre qui s'est recentrée sur la libération de la Palestine.

J-C - En fait, la rave party devait se dérouler pendant deux jours et non trois, le samedi 7 a été ajouté au dernier moment par les organisateurs, le mardi 3, info fournie par Haaretz.

TM- Cependant, des responsables israéliens avaient eu le temps de déplacer la rave party exceptionnelle pour qu'elle se tiennent juste à la frontière de Gaza et de donner congé aux forces chargées de la protéger.

J-C – Cela dit cet article contient des détails intéressants et mérite d'être lu.

<https://www.voltairenet.org/article220014.html>

Fait divers instrumentalisé politiquement. Le fasciste Darmanin veut en profiter pour "remettre de l'autorité partout".

Mort de Thomas dans la Drôme : deux nouvelles interpellations ont eu lieu, neuf personnes sont en garde à vue au total, dont le principal suspect - franceinfo 21 novembre 2022

L'adolescent de 16 ans a été tué dans la nuit de samedi à dimanche, dans une violente bagarre, au cours de laquelle deux autres personnes ont été grièvement blessées.

Gérald Darmanin a estimé qu'il s'agit là d'"une faillite générale de notre société" et "nous devons remettre de l'autorité partout". franceinfo et AFP 21 et 22 novembre 2022

La survie du capitalisme dépend de l'expansion du marché mondial.

J-C – Explication. S'ils empêchaient les pays dits du sud d'accéder à des sources d'énergie bon marché pour se développer, ils se priveraient des moyens de développer de nouveaux marchés qui sont déterminants pour la survie du capitalisme.

La mondialisation du capitalisme n'est pas encore parvenue à son terme, et il y a de bonnes raisons de croire que tant qu'ils n'y seront pas parvenus, le capitalisme aura encore de beaux jours devant lui... et malheureusement le socialisme attendra.

J'étais déjà parvenu à cette conclusion il y a fort longtemps, je l'avais mise de côté en attendant de voir comment évoluerait le capitalisme mondial, tant elle contredisait toutes les analyses qu'on avait faites jusque-là.

Maintenant, compte tenu qu'on s'est aperçu qu'elles s'étaient toutes avérées erronées, il se pourrait bien que celle-ci soit la bonne, si entre temps aucun évènement d'une portée mondiale venait à bouleverser le fragile équilibre de l'économie mondiale ou le consensus social et politique établi à l'intérieur des grandes puissances, qui lui est beaucoup plus solide car reposant sur la corruption des classes moyennes et du mouvement ouvrier. Hormis une guerre mondiale et des révolutions, je ne vois pas quel facteur pourrait précipiter un tel scénario, car si un effondrement du dollar ou une gigantesque crise financière devait jouer ce rôle, on le saurait depuis longtemps, avec le gang mafieux de la finance qui est aux commandes, cela ne risque pas d'arriver avant longtemps ! A suivre.

Les subventions aux énergies fossiles ont plus que doublé en 2022 dans les pays du G20 - AFP/franceinfo 21 novembre 2023

Les pays du G20 ont accordé en 2022 un niveau record de subventions aux combustibles fossiles, plus de deux fois plus qu'en 2021, souligne, mardi 21 novembre, un rapport de BloombergNEF (BNEF) publié à dix jours de l'ouverture de la COP28.

Dans un contexte de flambée des prix de l'énergie, les gouvernements et les compagnies publiques de ces 19 États ont plus que doublé l'an dernier le soutien aux fossiles, à près de 1 300 milliards de dollars (le G20 compte 19 États ainsi que l'Union européenne et l'Union africaine; l'étude concerne seulement les 19 pays).

Gaz, pétrole et charbon

Quelque 830 milliards sont allés dans le soutien aux prix, pour les consommateurs. Le reste est allé aux producteurs de gaz, de pétrole et de charbon, "*même si nombre d'entre eux engrangeaient des bénéfices record*" (à +84% en 2022), souligne BNEF.

En 2021, ces subventions étaient de 583 milliards, selon le groupe d'experts, qui se fonde sur des données entre autres de l'OCDE et de l'Agence internationale de l'énergie. En 2023, ces subventions devraient légèrement reculer par rapport à 2022, mais rester au-dessus du niveau des années précédentes, estime-t-il.

Dans le détail, la part des soutiens au charbon recule (2% du total), soit 21 milliards de dollars qui sont encore allés à ce combustible, le plus nocif pour le climat. Le rapport se penche aussi sur un autre levier de la sortie des fossiles : l'instauration d'un prix du carbone, qui aujourd'hui concerne 13 pays du G20 (et est en préparation au Brésil, en Inde et en Turquie). Pour autant, "*la plupart de ces programmes sont inefficaces, du fait d'un prix trop bas ou de concessions trop généreuses via les crédits gratuits ou les exemptions fiscales*", déplore-t-il.
AFP/franceinfo 21 novembre 2023

Personne ne la regrettera !

TotalEnergies décide d'accroître sa production d'hydrocarbures, Agnès Pannier-Runacher "regrette" - AFP/bfmtv.com 22 novembre 2023

Fin septembre, TotalEnergies a annoncé qu'il comptait "*augmenter sa production d'hydrocarbures de 2 à 3% par an sur les cinq prochaines années*", notamment pour répondre à la demande dans les pays émergents. AFP/bfmtv.com 22 novembre 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bilan des victimes des attaques israéliennes contre Gaza s'alourdit à plus de 14 128 tués, dont plus de 5 840 enfants et 3 920 femmes, plus de 33 000 blessés, dont la majorité, 75 %, est composée de femmes et d'enfants, selon le ministère de la Santé dans l'enclave assiégée de Gaza. aa.com.tr 21 novembre 2023

- Le porte-parole des Brigades al-Qassam, Abou Ubaida, a annoncé aujourd'hui lundi plusieurs opérations et attaques menées par les Moudjahidines des Brigades al-Qassam au cours des dernières 72 heures, confirmant « *qu'ils ont ciblé 60 véhicules militaires israéliens de différents types* ».

Abou Ubaida a noté que « *l'occupation israélienne avait bombardé ses forces sur le terrain pensant qu'elles avaient été capturées lors de cette opération* », expliquant « *qu'un des moudjahidines du groupe Qassam est tombé en martyr, tandis que 24 se retiraient de leurs positions en toute sécurité* ».

Il a transmis les assurances des Moudjahidines des Brigades Al-Qassam que « *l'occupation bombarde ses véhicules détruits ou endommagés lorsqu'elle est incapable de les retirer pour tenter d'effacer les traces de sa défaite* ». french.almanar.com.lb 20 novembre 2023

- Dans une déclaration au journal *Haaretz* mardi, rapporte le site web arabophone de la télévision qatarie al-Jazeera, le pilote, le lieutenant-colonel Nof Erez, a indiqué la possibilité que l'armée israélienne soit intervenue pour faire face à l'attaque du Hamas en appliquant le protocole Hannibal.

Il a ajouté : « *Il semble que le protocole Hannibal ait été mis en œuvre à un moment donné ce jour-là, car lorsqu'une situation d'otages a été découverte, cela a nécessité Hannibal, sachant que les manœuvres Hannibal que nous avons menées au cours des 20 dernières années se limitaient à un seul véhicule transportant des otages. Mais ce que nous avons vu lors du Déluge d'al-Aqsa serait considéré comme un Hannibal de masse.* »

Selon des informations rapportées par les médias israéliens, le lieutenant-colonel Erez a été démis de ses fonctions le 31 octobre, après avoir critiqué le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sur des questions politiques alors qu'il était en service actif.

Un ancien militaire israélien a confirmé l'existence de ce protocole, assurant avoir pour la première fois, entendu parler de lui lorsqu'il servait dans l'armée israélienne à la frontière avec le Liban entre 2001 et 2004.

Selon Yehuda Shaul, aujourd'hui âgé de 41 ans, et qui est le co fondateur de l'ONG Breaking the silence, composée d'anciens militaires israéliens appelant à la fin de l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la bande de Gaza, la directive aurait été utilisée la dernière fois en 2014 selon des fuites d'enregistrements audio militaires, bien que l'armée ait nié l'avoir utilisé. french.almanar.com.lb 21 novembre 2023

- Un article paru lundi dans le journal israélien *Haaretz* a fait état de plusieurs incidents de « *tirs amis* » entre soldats de l'armée d'occupation, au cours de l'agression terrestre israélienne contre la bande de Gaza, qui ont entraîné des morts et des blessés parmi ses forces.

Le journal a affirmé que « *depuis le début des opérations terrestres dans la bande de Gaza, il y a eu plusieurs incidents au cours desquels les forces israéliennes ont ouvert le feu sur d'autres soldats de l'armée israélienne, entraînant la mort de soldats* ».

Le journal a déclaré : « *L'armée affirme que la plupart de ces tirs amis se sont produits lors de combats conjoints entre les forces blindées et l'infanterie* », et a noté que « *ces incidents font l'objet d'une enquête afin d'en tirer des leçons pour l'avenir* ».

Haaretz a ajouté : « *L'une de ces leçons est que chaque force entrant dans le bâtiment doit indiquer son emplacement exact, et les chars doivent faire plus attention lorsqu'ils tirent sur le bâtiment.* »

Les scènes diffusées par les médias israéliens de la pénétration des forces d'infanterie dans la bande de Gaza ont montré une confusion dans les rangs des soldats et une confusion au moment où ils recevaient des balles de combattants de la résistance, ce que de nombreux observateurs ont commenté sur les réseaux sociaux, y voyant la preuve que les forces de réserve qui sont entrées Gaza n'ont pas de réelle expérience en matière de guerre urbaine, ce qui pourrait conduire à une augmentation des pertes de l'occupation face à la résistance. french.almanar.com.lb 22 novembre 2023

En France, évoquer la prétendue barbarie du Hamas c'est respectable, mais pas celle avérée de Tsahal.

Interview tendue d'un porte-parole de Tsahal : TV5 Monde rappelle à l'ordre son journaliste - RT 21 novembre 2023

Dans un communiqué officiel le 20 novembre, la chaîne internationale francophone TV5 Monde a réprimandé son journaliste après une interview tendue avec le porte-parole de l'armée israélienne.

En effet, sur son site, TV5 Monde a tenu à clarifier sa position après l'entretien télévisé du 15 novembre entre leur présentateur Mohamed Kaci et le porte-parole de l'armée israélienne Olivier Rafowicz. La chaîne a indiqué que les règles journalistiques n'avaient «*pas été respectées*» durant l'interview.

La chaîne francophone a déploré le parallèle de la dernière question du journaliste sous-entendant «*que les modalités d'intervention de l'armée israélienne étaient équivalentes à la stratégie du Hamas*», en ajoutant que l'entretien s'est terminé de manière «*abrupte*».

TV5 Monde «*regrette profondément*» le déroulé de l'interview avec Olivier Rafowicz et assure ne pas vouloir céder «*à l'émotion ni aux pressions*», tout en donnant la parole «*à toutes les parties*».

En effet, lors de cette interview le 15 novembre, le journaliste Mohamed Kaci avait questionné le porte-parole de l'armée israélienne sur la prise en compte de l'aide humanitaire après le raid dans l'hôpital al-Shifa dans l'enclave gazaouie. Olivier Rafowicz a quant à lui insisté sur le respect du «*droit international*» par Israël. Une réponse qui a laissé perplexe le présentateur.

L'officier de Tsahal a justifié cette intervention dans le centre hospitalier en affirmant que le Hamas cachait des armes dans l'enceinte de l'établissement et qu'ils avaient «*massacré des*

enfants, éventré des femmes, brûlé des gens» en se demandant si le mouvement islamiste se comportait «selon le respect du droit humain». «Vous vous comportez comme le Hamas, c'est ce que vous me dites», a alors rebondi Mohamed Kaci.

L'échange a alors pris une tournure pour le moins musclée, le militaire reprochant au journaliste de prendre *«une position politique»* et de s'attaquer à *«l'Etat d'Israël et à Tsahal»*. Le journaliste a alors mis fin à l'échange de manière précipitée.

Le rappel à l'ordre de la chaîne à son présentateur n'a pas fait consensus. Sur la plateforme X (ex-Twitter), Mohamed Kaci a reçu le soutien de plusieurs confrères : *«Soutien évidemment à toi, ton interview était brillante et courageuse»*, a déclaré Pierre Puchot (ancien journaliste de Médiapart et de Reporters sans frontières). *«Solidarité totale, entière et indéfectible avec le journaliste Mohamed Kaci»*, a écrit Khaled Drareni (RSF Afrique du Nord). RT 21 novembre 2023

J-C – Nous apportons notre soutien au journaliste Mohamed Kaci. Ils sont très cons à TV5 Monde pour faire interviewer un officier de Tsahal par Mohamed !

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a appelé, mardi, à cesser d'exporter des armes et des munitions à Israël. - aa.com.tr 21 novembre 2023

C'est ce qui ressort de son discours prononcé lors du sommet des BRICS en présence de dirigeants de différents pays invités pour discuter de la détérioration de la situation à Gaza, selon ce qui a été rapporté par la chaîne officielle al-Ikhbariya.

"Tous les pays doivent cesser d'exporter des armes et des munitions à Israël", a-t-il martelé.

Et d'ajouter, *"la catastrophe humanitaire à Gaza continue de s'aggraver de jour en jour et des solutions décisives doivent être prises en ce sens"*. aa.com.tr 21 novembre 2023

J-C – Etait-ce également adressé à son protecteur américain ? Vaut mieux en rire qu'en pleurer !

Le sommet des BRICS condamne le déplacement forcé des Palestiniens de leurs terres - aa.com.tr 22 novembre 2023

Le communiqué final du sommet des BRICS a condamné toutes les formes de déplacement forcé des Palestiniens de leurs terres, qu'il soit de manière collective ou individuelle.

Une réunion extraordinaire en vidéoconférence a eu lieu, ce mardi, des dirigeants du groupe BRICS et les pays invités à le rejoindre, concernant la détérioration de la situation à Gaza.

Les BRICS forment un bloc fondé en 2006, qui réunit la Chine, le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud. En août dernier, le groupe invité six pays – à savoir, l'Arabie saoudite, les

Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et l'Argentine - à le rejoindre dès le début de l'année 2024.

Le communiqué des BRICS a condamné *"tous les actes de violence, de provocation, d'incitation et de destruction, y compris les attaques aveugles, le ciblage des infrastructures civiles et les crimes de guerre visant les civils israéliens et palestiniens"*.

Il a souligné *"la nécessité de protéger les civils conformément aux lois internationales"* et a appelé à *"la libération des civils captifs"*.

Le groupe des BRICS a également souligné que *"les tentatives visant à expulser de force les habitants de Gaza de la région et à les envoyer vers d'autres pays, constituent une violation de la Convention de Genève"*.

"Nous condamnons toutes les formes de déplacement forcé des Palestiniens de leurs terres, que ce soit de manière collective ou individuelle", a ajouté le même communiqué.

Et de souligner *"la nécessité d'assurer un accès continu, sans restriction, urgent et sûr à l'aide humanitaire, ainsi que l'importance pour les parties de respecter le droit humanitaire"*.

Le communiqué des BRICS a aussi appelé à *"un cessez-le-feu humanitaire immédiat, permanent et continu qui mette un terme à ce qui se passe"*. aa.com.tr 22 novembre 2023

La Chine reçoit plusieurs délégations de pays musulmans et réitère sa demande de cessez-le-feu à Gaza - RT 21 novembre 2023

La Chine a reçu le 20 novembre plusieurs chefs de la diplomatie de pays arabes et islamiques pour évoquer la situation à Gaza et tenter de faire pression pour imposer un cessez-le-feu.

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi s'est entretenu avec ses homologues étrangers, le prince Faisal bin Farhan Al Saoud (Arabie saoudite), Ayman Safadi (Jordanie), Sameh Shoukry (Égypte), Retno Marsudi (Indonésie), Riyad Al-Maliki (Palestine) ainsi qu'avec le secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique Hissein Brahim Taha, a fait savoir son administration.

La diplomatie chinoise a tenu à réaffirmer son engagement pour *«l'équité et la justice dans ce conflit»* en promouvant *«une désescalade»*, *«la protection des civils»* et *«l'expansion de l'aide humanitaire»*. Pékin a d'ailleurs de nouveau insisté sur *«la solution à deux Etats»* et *«une résolution rapide de la question palestinienne»*.

A l'instar de la Russie et de ses partenaires arabes et islamiques, la Chine prône un cessez-le-feu et un règlement pacifique du conflit avec une solution à deux Etats.

D'ailleurs, Selon les chiffres de la direction générale du Trésor de 2022, Pékin est le premier fournisseur d'Israël avec 12,2%, devant les Etats-Unis 9,9%. La Chine s'intéresse notamment aux nombreux projets d'infrastructures en Israël et à l'expertise dans le domaine de la tech. RT 21 novembre 2023

Le média I24 News du milliardaire franco-israélien se félicite qu'une opposante au sionisme ait été réprimée.

J-C - Ce serait faire preuve de "*parti pris*" et d'"*antisémitisme assumé*" de déclarer que "*certaines personnes ont peur d'être juives en ce moment. Elles ont un avant-goût de ce que signifie être musulman dans notre pays et être soumis à de fréquentes violences*", qu'"*il n'est pas nécessaire d'être Palestinienne pour comprendre que le massacre de près de 5 000 enfants est un crime de guerre inacceptable*" et que "*tant de gens ne comprennent pas le contexte dans lequel l'attaque du 7 octobre a eu lieu et ils ignorent l'histoire du peuple palestinien au cours des 75 dernières années*".

Autrement dit, il ne faut pas surtout comparer les souffrances qu'un juif ou qu'un musulman peuvent endurer, car celles d'un musulman n'atteindront jamais le niveau de celles d'un juif, ou celles d'un juif sont justifiées, tandis que celles d'un musulman sont discutables.

Il est bien connu que le massacre gratuit ou sadique de milliers d'enfants fait partie des horreurs de la guerre, alors pourquoi le reprocher à l'armée israélienne, c'est injuste.

Et puis, pourquoi rappeler le contexte historique dans lequel s'inscrit "*l'attaque du 7 octobre*", sinon pour contester le droit d'Israël à exister, c'est de l'antisémitisme, c'est du niveau de la Shoa, ce sont ceux qui tiennent ces propos qui ne méritent pas d'exister, tous ceux qui soutiennent les Palestiniens.

Merci, voilà pourquoi Israël doit être démantelée.

Israël-Hamas : Susan Sarandon évincée par son agence "*pour ses propos scandaleux*" - I24 News 22 novembre 2023

L'actrice américaine Susan Sarandon a été remerciée d'une de ses principales agences en raison de ses "*déclarations*" scandaleuses ces dernières semaines - dont la dernière a été faite dans un discours prononcé lors d'une manifestation organisée à New York le 17 novembre.

L'agence de talents UTA a mis fin à toute communication avec l'actrice américaine de 77 ans, "*pour son parti pris dans la guerre qui oppose Israël au Hamas et son antisémitisme assumé*". Sarandon avait notamment déclaré lors d'une manifestation "*pour la paix*" que "*certaines personnes ont peur d'être juives en ce moment. Elles ont un avant-goût de ce que signifie être musulman dans notre pays et être soumis à de fréquentes violences*." L'actrice a également affirmé qu'"*il n'est pas nécessaire d'être Palestinienne pour comprendre que le massacre de près de 5 000 enfants est un crime de guerre inacceptable*" et que "*tant de gens ne comprennent pas le contexte dans lequel l'attaque du 7 octobre a eu lieu et ils ignorent l'histoire du peuple palestinien au cours des 75 dernières années*." I24 News 22 novembre 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Et si la majorité finissait par le croire ?

J-C – Ils sont très cons décidément, je trouve cette info excellente, il faut la faire circuler. Pourquoi ?

Parce que, peu importe que cette info soit correcte ou erronée, l'essentiel, c'est qu'à force d'entendre que la majorité des Français n'ont plus confiance dans les médias, plus d'un va se dire qu'ils ont sans doute de bonnes raisons pour cela, alors pourquoi je continuerais de leur faire confiance, hein, dites-moi, pourquoi je serais le dernier des cons à leur faire encore confiance, après tout, vaut mieux toujours faire partie de la majorité, n'est-ce pas ?

Oui monsieur ou madame, pour le coup on ne les contredira pas. Bravo, vous êtes sur la bonne voie, persévérez et vous parviendrez peut-être un jour à prendre en mains votre destin ! On ne va pas leur dire de cette manière, mais c'est ce qui signifieront nos encouragements.

Plus de la moitié des Français ne font pas confiance aux médias sur les sujets d'actualité, selon le nouveau baromètre "La Croix" - francetvinfo.fr 22 novembre 2023

Quelque 57% des Français considèrent qu'il faut "*se méfier de ce que disent les médias sur les grands sujets d'actualité*", selon la 37^e édition du baromètre La Croix-Kantar Public sur la confiance des Français dans les médias, publié ce mercredi à l'occasion du festival Médias en Seine, soit trois points de plus par rapport au baromètre 2022.

Parmi les objets de défiance, on peut citer la perception de l'indépendance des journalistes, puisque 59% des personnes sondées considèrent qu'ils ne sont pas indépendants "*aux pressions des partis politiques et du pouvoir*", et 56% pensent qu'ils ne résistent pas "*aux pressions de l'argent*".

Pour autant, les personnes interrogées dans cette étude font confiance à 67% aux journaux télévisés pour "*s'informer sur ce qui se passe dans l'actualité*", à 61% à la presse régionale ou encore à 60% aux journaux d'information à la radio. Par ailleurs, le média le plus utilisé reste la télévision, avec 69% des sondés qui la regardent au moins une fois par jour. Internet se place en deuxième position, avec 62%, avec dix points de plus par rapport à janvier 2023.

75% des personnes interrogées disent suivre l'actualité avec un "*grand intérêt*", soit 15 points de plus par rapport à 2022. Elles sont 23% à la suivre avec un "*faible intérêt*". En revanche, ils sont 51% à ressentir de la fatigue ou du rejet par rapport aux informations et à l'actualité. Parmi les raisons de cette fatigue, on peut citer l'impression que les médias parlent toujours des mêmes sujets (48%), la sensation d'être angoissé ou impuissant (38%), ou encore le manque de confiance dans ce que disent les médias (27%). D'ailleurs, 31% des sondés avouent avoir abandonné de suivre un média à cause d'un traitement de l'information qui semblait trop négatif ou anxiogène.

Concernant le traitement médiatique de certains sujets d'actualité, 50% du panel interrogé considère que les médias ont "*trop parlé*" des émeutes qui ont suivi la mort de Nahel, et 41% de la guerre en Ukraine. En revanche, plus de la moitié (55%) estiment que les médias n'ont

pas assez évoqué les difficultés des services publics, ainsi que le débat sur la fin de la vie (53%).

Dans ce baromètre, les Français se disent aussi souvent confrontés à des fausses nouvelles, ou à des informations qui déforment la réalité. Ils sont presque la moitié (49%) à dire l'être plusieurs fois par semaine sur les réseaux sociaux, 36% à la télévision ou encore 24% à la radio. Par ailleurs, ils sont 53%, dans l'ensemble, à demander plus de régulation et de contrôle sur les réseaux sociaux, mais on peut observer une grande disparité en fonction de la tranche d'âge. Ils sont 26% des 18-24 ans à le demander, contre 72% pour les 65 ans et plus. - francetvinfo.fr 22 novembre 2023

J-C – Il y a des trucs contradictoires là-dedans, cela reflète la confusion qui existe dans toutes les têtes ou presque, c'est normal, comme quoi tout de même il ne faut jamais désespérer.

Dites-vous bien, que toutes les armes que nos ennemis ont conçues pour nous combattre se retourneront un jour contre eux. C'est écrit, c'est logique, infaillible, ce n'est pas du baratin. Il n'y a que votre optimisme qui est défaillant, cela s'adresse à ceux qui croient que les masses sont trop connes pour faire leur révolution ou que je pratiquerais l'autosuggestion ou l'auto hypnotisme pendant qu'ils y sont !